

5^e
ÉDITION

PROGRAMME

2 jours

pour débattre, échanger,
imaginer ensemble

3 PLÉNIÈRES
15 TABLES RONDES
11 CONFÉRENCES-DÉBATS
6 ATELIERS

Les Journées de **l'économie autrement**

27 et 28
novembre
2020
à Dijon

À l'initiative de

Alternatives
Économiques



Avec le soutien de



RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE

BANQUE des
TERRITOIRES
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS



PAR OCÉANE CHARRET-GODARD

Conseillère municipale de Dijon et Dijon métropole,
déléguee à l'emploi et l'ESS.

Dijon donne rendez-vous à l'Economie du monde d'après

L'aventure des Journées de l'économie autrement (JEA) a débuté il y a quatre ans, à Dijon, avec François Rebsamen, Philippe Frémeaux et *Alternatives Economiques*. Cette année encore, les JEA se tiendront, malgré le contexte sanitaire. Les JEA se tiendront telles que Philippe et le collectif qui l'accompagnaient les ont pensées : un événement de qualité, où chaque thématique,

chaque intervenante et intervenant, chaque atelier, chaque plénière, sont préparés avec authenticité, conviction, valeurs, intelligence, humanisme, vision, débat, sans dissimulation et avec convivialité. A l'image de Philippe. Cette année encore, plus que les précédentes, le contexte sanitaire nous oblige. Il est urgent d'abandonner les



excès du capitalisme et de la croissance illimitée nous ayant amenés vers cette crise existentielle. Ces Journées de l'économie autrement sont une opportunité pour que nous soyons les potentiels créateurs d'un modèle qui donne une place à la Terre, aux êtres humains, à la nature, et aux générations futures. Soyons au rendez-vous !

PAR DENIS HAMEAU

Vice-président de la région Bourgogne-Franche-Comté,
en charge de l'économie sociale et solidaire

Agir aujourd'hui pour construire demain

Cette 5^e édition des Journées de l'économie autrement (JEA) sera orpheline d'un de ses piliers, Philippe Frémeaux, et nous lui rendons un grand hommage.

Elle s'inscrit dans une série d'événements inédits dans notre pays. En 2018, la fracture territoriale et le besoin de justice sociale se sont traduits par le mouvement des gilets jaunes. En octobre 2019, la Convention citoyenne pour le climat a été lancée avec pour objectif de baisser les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici à 2030, dans un esprit de justice sociale sur les thématiques suivantes : se déplacer, consommer, se

loger, produire, travailler, se nourrir. Elle a généré 149 propositions dont la mise en œuvre concrète semble malheureusement être à géométrie variable.

En 2020, la crise sanitaire brutale due au Covid-19 a souligné les limites d'une gestion budgétaire et technocratique du système de santé. L'Etat stratège a disparu derrière un modèle de production mondialisée et la question de la relocalisation est posée. Nous avons vécu une gestion catastrophique puis le confinement décidé par un Etat hypercentralisé et en silo. Fort heureusement, les actions de terrain, les per-



sonnels hospitaliers, aides à domicile, médecins, collectivités ont su apporter des solutions et du réconfort à la population.

Les JEA 2020 s'inscrivent dans cette succession de crises sociale, écologique et sanitaire. C'est donc une opportunité pour aller vers un modèle de développement durable. Pour cela, nous devons avoir une approche transversale qui conjugue écologie, social, innovation et développement durable. Il nous appartient d'agir aujourd'hui pour construire demain un pays décentralisé et une alliance des territoires produisant de la confiance dans la démocratie.

PAR JÉRÉMY DOUSSON

Directeur général d'Alternatives Economiques

Des Journées de l'économie autrement... autrement !

Et de cinq ! Voici déjà la 5^e édition des Journées de l'économie autrement (JEA), organisées chaque année par les équipes de la coopérative *Alternatives Economiques*. Cette édition 2020, qui se tient à Dijon les vendredi 27 et samedi 28 novembre, est particulière à plus d'un titre. Des Journées de l'économie autrement... autrement, en somme.

D'abord, parce qu'il s'agira des premières JEA qui se déroulent sans leur principal fondateur et initiateur. En effet, Philippe Frémeaux, grand architecte des quatre éditions précédentes, nous a malheureusement quittés début août. Ces JEA lui sont dédiées, ou plutôt « ses » JEA. Car, avant de disparaître, Philippe a jeté ses dernières forces dans l'organisation de cette édition et il est à l'origine du programme qui vous est proposé cette année. Ce programme est bien évidemment marqué par les conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur nos sociétés. Accès aux soins, développement de l'emploi sur les territoires, logement, services publics, etc. Autant de questions essentielles pour assurer le bien-vivre de tous et qui prennent une nouvelle dimension cette année alors que nous ressentons les impacts économiques, sociaux, politiques et culturels du confinement.



Nous avons également voulu aller plus loin dans le débat autour du monde d'après à imaginer afin de vivre demain dans un monde soutenable : émergence de nouvelles façons d'entreprendre, participation des parties prenantes, transition énergétique, dynamisation des territoires, revitalisation de la démocratie, etc. Les nombreuses initiatives présentes lors des JEA et qui œuvrent pour une économie sociale, solidaire et respectueuse des limites de la planète montrent que ce monde d'après peut, dès aujourd'hui, devenir notre quotidien.

Remerciements

Les Journées de l'économie autrement (JEA) sont organisées sous le haut patronage de François Rebsamen, maire de Dijon, et avec le soutien du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté et de nombreux partenaires.

Les JEA ont vu le jour grâce à l'engagement de Philippe Frémeaux, ancien PDG d'*Alternatives Economiques* disparu en août 2020, de Jean-Louis Cabrespines, ancien président du CNCress, d'Océane Charret-Godard et de Denis Hameau, élus en charge de l'économie sociale et solidaire respectivement à Dijon Métropole et au conseil régional, ainsi que de toutes les personnes des services de la ville, de Dijon Métropole et du conseil régional Bourgogne-Franche-Comté qui ont œuvré avec nous à leur succès.

Cet événement, qui clôture le Mois de l'économie sociale et solidaire, repose aussi sur le soutien d'ESS France et de son président, Jérôme Saddier, et sur l'engagement de jeunes en service civique au sein d'Unis-Cité et de nombreux bénévoles.

Qu'ils soient ici remerciés.

Sommaire

Les deux Journées de l'économie autrement

En un coup d'œil 4-5

VENDREDI 27

Plénière d'ouverture 7

Tables rondes et ateliers 8

SAMEDI 28

Tables rondes et ateliers 12

Plénière de clôture 19

Et aussi 21

Et en plus... 22



9h30/13h

**PALAIS
DES DUCS**



SALLE DES ÉTATS
page 7

9h30 MOT D'ACCUEIL de François Rebsamen

9h45 **Plénière d'ouverture**

L'économie autrement, l'économie du monde d'après ?

10h45 Remise des prix du concours ESS régional Bourgogne-Franche-Comté

11h45 **TABLE RONDE PLÉNIÈRE**

Relance : comment faire et pour quelles finalités ?



Plan des lieux en page 23



ACCUEIL

**PALAIS DES DUCS
ET DES ÉTATS DE BOURGOGNE**
1 place de la Libération



CONSEIL RÉGIONAL
17 bd de la Trémouille



MUSÉE DES BEAUX-ARTS
1 rue Rameau

14h30/15h30

MUSÉE



page 8

VISITE GUIDÉE

MUSÉE des BEAUX-ARTS de Dijon

15h00/16h30

**PALAIS
DES DUCS**



SALLE DES ÉTATS
page 8

TABLE RONDE

Premiers de tranchee,
premiers de corvée : pourquoi
les métiers les plus utiles
sont si peu reconnus ?

SALLE DE FLORE
page 8

TABLE RONDE

Comment les femmes
s'engagent ?

SALON MINERVE
page 9

CONFÉRENCE-DÉBAT

Peut-on éviter une crise bancaire
avec la montée des risques ? Comment
les financeurs solidaires peuvent soutenir
les entreprises solidaires victimes de la crise ?

SALON PORTE AUX LIONS
page 9

CONFÉRENCE-DÉBAT

Pour une alimentation
saine, bonne, durable,
pour tous

**CONSEIL
RÉGIONAL**



SALLE DES SÉANCES
page 8

TABLE RONDE

Quel rôle pour l'ESS
dans le monde qui vient ?

SALLE 112
page 9

CONFÉRENCE-DÉBAT

ESS et nouvelles formes d'emploi :
quelle régulation ? Quelles protections ?

16h30/17h30

MUSÉE



page 8

VISITE GUIDÉE

MUSÉE des BEAUX-ARTS de Dijon

17h00/18h15

**PALAIS
DES DUCS**



SALLE DES ÉTATS
page 10

TABLE RONDE

Quels leviers mobiliser
pour assurer une relance
sociale et écologique ?



SALLE DE FLORE
page 10

TABLE RONDE

ESS, entreprises à mission,
raison d'être : une entreprise
peut-elle être d'intérêt général ?

SALON MINERVE
page 11

CONFÉRENCE-DÉBAT

Conditions de travail
et exercice de la démocratie
dans l'ESS : peut mieux faire ?

SALON PORTE AUX LIONS
page 11

ATELIER CO-ÉCOLOGIQUE

La démocratie est-elle
une condition ou un obstacle
à la transition écologique ?

**CONSEIL
RÉGIONAL**



SALLE DES SÉANCES
page 10

TABLE RONDE

Dépendance, un cinquième
risque, et concrètement ?

SALLE 112
page 11

CONFÉRENCE-DÉBAT

Comment assurer à tous un minimum vital
pour se nourrir dignement ?

LE FOYER
page 11

CONFÉRENCE-DÉBAT

Quel avenir pour la mutualité ?

18h45/19h45

**PALAIS
DES DUCS**



SALON PORTE AUX LIONS
page 21

Les 40 ans d'Alternatives Economiques

Assemblée générale de l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques



Débats inversés !
Certaines tables rondes et
conférences commencent
par des questions de la
salle, puis les intervenants
sont invités à y répondre.



Ces tables rondes
seront filmées
et retransmises sur
alternatives-economiques.fr
(infos en page 22)

Journée du samedi 28 novembre

9h30 / 11h

PALAIS
DES DUCS

①

SALLE DES ÉTATS

page 12

TABLE RONDE

Relocaliser l'économie :
comment, à quel niveau
et pour quelles productions ?

SALLE DE FLORE

page 12

TABLE RONDE

Après le « Ségur de la santé » :
les réformes sont-elles
à la hauteur des enjeux ?



SALON MINERVE

page 13

CONFÉRENCE-DÉBAT

Rendre le numérique
soutenable

SALON PORTE AUX LIONS

page 13

DIALOGUE

Pour une économie circulaire
au service de l'emploi



CONSEIL
RÉGIONAL

②

SALLE DES SÉANCES

page 12

TABLE RONDE

Politique : quels enseignements
tirés de l'ESS ?

SALLE 112

page 13

ATELIER

Handicap : les politiques inclusives
font-elles bouger les normes ?

11h30 / 13h

PALAIS
DES DUCS

①

SALLE DES ÉTATS

page 14

TABLE RONDE

Convention citoyenne
pour le climat : l'heure du bilan



SALLE DE FLORE

page 14

TABLE RONDE

Le modèle européen
est-il menacé ?

SALON MINERVE

page 15

CONFÉRENCE-DÉBAT

Le convivialisme, une philosophie
politique pour le monde d'après

SALON PORTE AUX LIONS

page 15

CONFÉRENCE-DÉBAT

Organisation et conditions de travail :
les leçons de la crise sanitaire

CONSEIL
RÉGIONAL

②

SALLE DES SÉANCES

page 14

TABLE RONDE

Sortir des pesticides,
c'est possible !

SALLE 112

page 15

ATELIER SPÉCIAL

Centres de santé : comment développer
un modèle économique, social
et sanitaire qui marche ?

LE FOYER

page 15

ATELIER SPÉCIAL

Comment assurer la mobilité
de tous en milieu rural ?

14h30 / 15h30

MUSÉE

③

page 16

VISITE GUIDÉE

MUSÉE des BEAUX-ARTS de Dijon

15h00 / 16h30

PALAIS
DES DUCS

①

SALLE DES ÉTATS

page 16

TABLE RONDE

Face au mur de la dette :
comment échapper
à l'austérité ?



SALLE DE FLORE

page 16

TABLE RONDE

Quand l'ESS dynamise
les territoires ruraux

SALON MINERVE

page 17

ATELIER

Quand le modèle Scic (société
coopérative d'intérêt collectif)
est le plus adapté...

SALON PORTE AUX LIONS

page 17

ATELIER

Souvenez-vous du futur ! Imaginons
ensemble les futurs possibles de la région
Bourgogne-Franche-Comté en 2040 !

CONSEIL
RÉGIONAL

②

SALLE DES SÉANCES

page 16

TABLE RONDE

Emploi des jeunes, reconversions, chômage de longue
durée : comment assurer un emploi à tous ?

SALLE 112

page 17

CONFÉRENCE-DÉBAT

Quand la société s'empare
des ressources communes



17h00 / 18h15

PALAIS
DES DUCS

①

SALLE DES ÉTATS

page 19

17h00 Remise du prix Veblen

17h15 **Plénière de clôture**

Reconstruire la démocratie



Suite à la pandémie de Covid-19 et aux mesures sanitaires
gouvernementales, la forme des JEA et les modalités
de rencontres pourraient être amenées à évoluer.



SOUTENEZ L'INDÉPENDANCE

d'Alternatives Economiques
en rejoignant l'Association des lecteurs

Alternatives
Economiques
Association

**“ Il fallait être fou pour lancer à l'automne 1980
un magazine critique dans ce pays où la gauche déteste
l'économie et où l'économie déteste la gauche ”**

PHILIPPE FRÉMEAUX

Adhérer à l'Association, c'est une façon de **soutenir la liberté**
et la pluralité de la presse ; de favoriser par tous les moyens
une réflexion critique en stimulant le débat démocratique ;
de faire de vous des acteurs directs, en suscitant des initiatives
pour une économie **sociale, solidaire** et au service des hommes.

Recevez la lettre d'information périodique pour ne rien manquer
de la vie de l'Association. **Ecrivez** sur les thèmes de votre choix
et proposez vos articles au blog de l'Association. **Diffusez** les idées
de l'Association en montant des groupes locaux dans votre région
et en organisant vos propres événements. **Participez** à l'élaboration
de votre mensuel en proposant vos sujets à la rédaction. **Choisissez** le tarif
qui vous convient et bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66%.



J'adhère à l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques

Ci-joint le règlement de ma cotisation annuelle : ☐ Tarif soutien à 60 €

☐ Tarif conseillé à 30 € ☐ Tarif réduit à 15 €

☐ par chèque à l'ordre de l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques

☐ par carte bancaire (Visa, Eurocard-Mastercard)

N°

Expire fin

Date et Signature (Obligatoire si paiement par carte)

Conformément à la réglementation CNIL, vous
disposez d'un droit d'accès et de rectification
aux informations vous concernant.

A retourner accompagné de votre règlement à :

Alternatives Economiques - Association des lecteurs
12, rue du Cap-Vert - CS 40010 - 21801 Quetigny cedex

Vous pouvez également adhérer par téléphone au **03 80 48 10 25**
ou en ligne sur **abo.alternatives-economiques.fr**



A l'occasion de nos 40 ans,
en cadeau de bienvenue

DÉFRICHER L'ÉCONOMIE

par Denis Clerc, fondateur d'Alternatives Economiques

Offre valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Nom :

Prénom :

Organisme, société :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel :

9h30 - 9h45

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS



MOT DE BIENVENUE

François Rebsamen, maire de Dijon,
président de Dijon métropole

9h45 - 10h45

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

L'économie autrement, l'économie du monde d'après ?

La plénière d'ouverture des JEA propose un premier panorama des multiples politiques et initiatives qui œuvrent aujourd'hui pour une économie plus sociale, plus solidaire et plus respectueuse de la nature. Elle ouvre le débat sur la contribution de l'ESS à la résilience de nos sociétés face à la crise sanitaire, économique et sociale en cours ainsi que sur ses chances de devenir la nouvelle norme dans le « monde d'après ».

Après deux interventions introductives de **Marie-Guite Dufay** et **Antoine Bréhard** sur l'apport de l'ESS dans la période que nous traversons, il reviendra à **Hugues Sibille** et **Tatiana Desmarest** d'évoquer comment la crise sanitaire impacte l'ESS et de dessiner ses perspectives d'avenir. Enfin, **Jean-François Caron** reviendra sur les politiques publiques actionnables au niveau local et évaluera comment elles traversent les turbulences de ces derniers mois.



AVEC

• **Marie-Guite Dufay**,
présidente de la
région Bourgogne-
Franche-Comté



• **Antoine Bréhard**,
directeur régional
de la Banque des
territoires (groupe
Caisse des dépôts)



• **Hugues Sibille**,
président du Labo
de l'ESS et de la
Fondation du Crédit
Coopératif



• **Tatiana Desmarest**,
présidente de la
Chambre régionale
de l'économie sociale
et solidaire (Cress)
Bourgogne-Franche-
Comté



• **Jean-François Caron**,
maire de Loos-en-
Gohelle

ANIMATEUR : **Alain Passerel**,
journaliste.

10h45 - 11h45

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS



REMISE DES PRIX DU CONCOURS ESS RÉGIONAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Suite à la plénière d'ouverture officielle, nous enchaînerons avec la cérémonie de remise des prix du concours régional des meilleurs projets d'économie sociale et solidaire (ESS), introduite par **Denis Hameau** et **Francis Cottet**, vice-présidents du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, et en présence de **Marie-Guite Dufay**. Une opportunité pour les différents lauréats de présenter leurs initiatives.

11h45 - 13h

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS

TABLE RONDE PLÉNIÈRE

Relance : comment faire et pour quelles finalités ?



Face à un plongeon historique de l'activité économique, le gouvernement a mis sur la table 100 milliards d'euros. Sur le papier, cette somme peut paraître impressionnante et correspond à la perte de richesse de l'économie française du fait du confinement. Mais cela suffira-t-il à relancer la machine ? On peut en douter. Tout d'abord, le plan s'étale sur deux ans, et il aura du mal à monter en puissance. A court terme, les montants débloqués sont bien moins spectaculaires. Surtout, les entreprises vont recevoir des aides importantes mais sans contreparties, tandis que quasiment rien n'est fait pour aider les plus démunis. Enfin, le volet écologique du plan de relance n'est pas exempt de contradictions. Qu'est-ce qui a motivé le choix du gouvernement ? Quel impact cela aura-t-il sur l'activité ? Une autre relance est-elle possible ?

AVEC

• **Timothée Duverger**, maître
de conférences associé à l'Institut
d'études politiques de Bordeaux

• **Aurore Lalucq**, cofondatrice
de l'Institut Veblen

• **Jérôme Saddier**, président d'ESS
France, vice-président du Crédit
coopératif

ANIMATEUR : **Laurent Jeanneau**,
directeur de la rédaction d'*Alternatives
Economiques*.

15h - 16h30

vendredi 27 novembre

15h - 16h30

TABLE RONDE

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS

Premiers de tranchée, premiers de corvée : pourquoi les métiers les plus utiles sont si peu reconnus ?

Aides-soignantes et aides-soignants, caissières et caissiers, agentes et agents d'entretien... : l'importance de ces métiers a été révélée au grand jour par la crise sanitaire. Ainsi que, et c'est là tout le paradoxe, les mauvaises conditions de travail et de rémunération de ces nombreux métiers dont la plupart sont essentiellement féminins. Nous vivons dans une société où les métiers les plus utiles sont finalement les moins considérés. Comment y remédier ? Nous en discuterons avec cinq spécialistes.

AVEC

- **François-Xavier Devetter**, professeur de sciences économiques à l'université de Lille et l'IMT Lille Douai
- **Patrick Doutreligne**, président de l'Uniopss
- **Jean-François Naton**, militant syndical, vice-président du Cése et membre du conseil pédagogique et scientifique de l'Intefp
- **Manuela Pinto**, déléguée générale d'Elisfa, syndicat employeur du lien social et familial
- **Rachel Silvera**, économiste, maîtresse de conférences à l'Université Paris - Nanterre

ANIMATRICE : **Aude Martin**, journaliste à *Alternatives Economiques*.

15h - 16h30

TABLE RONDE

Salle de Flore
PALAIS DES DUCS

Comment les femmes s'engagent ?

Les femmes, depuis toujours très engagées dans le don et la vie associative, ne font pas encore partie des dirigeants du secteur de l'ESS. Et si la loi sur la parité a permis d'améliorer leur représentation dans la vie politique, beaucoup de progrès restent à accomplir. Que faire, alors, pour que les femmes occupent la place qui leur revient légitimement dans la société civile et le monde politique ? La réponse de quatre femmes engagées qui ont réfléchi à la question.

AVEC

- **Souad Belhaddad**, journaliste reporter, autrice
- **Lucie Gras**, déléguée générale d'ESS France
- **Raphaëlle Manière**, cheminote, ancienne secrétaire générale de l'Union départementale du Jura de la CGT

ANIMATRICE :

Nairi Nahapétian, journaliste à *Alternatives Economiques*.

15h - 16h30

TABLE RONDE

Salle des séances
CONSEIL RÉGIONAL

Quel rôle pour l'ESS dans le monde qui vient ?

Si ses mérites sont reconnus et salués, l'économie sociale et solidaire, avec ses innovations ancrées dans les territoires et répondant avec succès aux exigences environnementales, sociales, de création d'emplois et de refondation démocratique dans l'entreprise, est porteuse d'un immense potentiel. Comment les acteurs de ce secteur pourraient-ils davantage interagir avec le reste de l'économie pour inspirer et mettre en œuvre les nécessaires mutations sociétales et sociales ? Avec quelle implication dans la vie publique et politique ?

AVEC

- **Mahel Coppey**, présidente du Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES)
- **Eric Forti**, président de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress) Ile-de-France et vice-président d'ESS France
- **Cécile Leclair**, directrice générale de l'Avisé
- **Nadine Richez-Battesti**, maîtresse de conférences en sciences économiques à l'université d'Aix-Marseille

ANIMATEUR : **Vincent Grimault**, journaliste à *Alternatives Economiques*.

ORGANISÉ
en partenariat avec le musée
des Beaux-Arts de Dijon
musees.dijon.fr



© MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE DIJON/FRANÇOIS JAY

14h30 - 15h30 et 16h30 - 17h30

RENDEZ-VOUS CULTURE

Visite guidée du musée des Beaux-Arts

Dans le cadre des JEA, une visite guidée du musée rénové est proposée chaque après-midi. Installé dans l'ancien Palais des ducs et des Etats de Bourgogne, au cœur d'un secteur sauvegardé inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco dans le cadre des Climats du vignoble de Bourgogne, le musée des Beaux-Arts a rouvert le 17 mai 2019 l'intégralité de ses espaces entièrement métamorphosés. Le nouveau parcours de l'exposition permanente présente désormais plus de 1 500 œuvres allant de l'Antiquité au XXI^e siècle, avec des chefs-d'œuvre de l'art médiéval et les fameux tombeaux des ducs de Bourgogne, mais aussi des œuvres de grands artistes comme Rude, Delacroix, Monet, Pompon ou de Staël...

La visite est gratuite mais le nombre de places étant limité, merci de vous inscrire au préalable à l'adresse courriel suivante : contact@journeeseconomieautrement.fr

CONFÉRENCE-DÉBAT

15h - 16h30

Salle 112, CONSEIL RÉGIONAL

ESS et nouvelles formes d'emploi : quelle régulation ? Quelles protections ?

L'économie sociale et solidaire a contribué à inventer de nouvelles formes de travail et d'emploi, avec le souci de développer des emplois de qualité, c'est-à-dire des emplois porteurs de sens, protecteurs, sécurisés et inscrits dans un collectif de travail, qu'ils s'exercent ou non dans le cadre du salariat.

Ces modèles prennent des formes très variées, dans les sociétés coopératives de production (Scop), les coopératives d'activité et d'emploi (CAE), les tiers-lieux ou les groupements d'employeurs. Même s'ils ne sont pas toujours exempts de défauts, peuvent-ils essaimer plus largement, comme alternatives à l'ubérisation et à la précarisation du monde du travail ? Comment peuvent-ils contribuer à une meilleure cohésion de la société, pour plus de solidarité et de liens sociaux ?

Camille Dorival, journaliste et consultante au sein de la CAE Coopaname, s'est entourée de **Christiane Demontès**, administratrice du Labo de l'ESS, ancienne sénatrice du Rhône et ancienne présidente du CNIAE, **Arnaud Lacan**, professeur de management à Kedje Business School, chercheur associé à l'Aix-Marseille School of Economics (AMSE), **Christophe Degryse**, chercheur à l'Institut syndical européen, et **Florence Perrin**, pilote du projet de tiers-lieux La Manu à Vénissieux, directrice du développement Afpa pour la région Auvergne-Rhône-Alpes.

CONFÉRENCE-DÉBAT

15h - 16h30

Salon Porte aux lions, PALAIS DES DUCS

Pour une alimentation saine, bonne, durable pour tous

Comment procéder pour concilier ce qui semble impossible : accéder à une alimentation de qualité avec de faibles revenus ? Quelles actions engager pour permettre l'exercice d'un véritable droit à un niveau de vie suffisant pour assurer, dans la dignité, son alimentation ? Quel type d'organisations favoriser dans les territoires pour apporter des réponses coopératives et efficaces entre toutes les acteur.rice.s concerné.e.s ? Et comment participer ainsi à cet enjeu majeur qui nous concerne toutes : changer nos habitudes alimentaires pour améliorer notre impact sur l'environnement et sur notre santé ?

Dominique Picard, présidente du chantier Agriculture et alimentation durables du Labo de l'ESS, a réuni pour en débattre **Sophie Hege**, ingénieure agronome, **Manon Jaccard**, chargée de projet « 100 000 Paniers solidaires » au sein du Réseau Cocagne, **Philippe Lemanceau**, directeur de recherche à l'Inra, **Philippe Pointereau**, directeur adjoint de Solagro, et **Laurent Terrasson**, journaliste et auteur.

CONFÉRENCE-DÉBAT

15h - 16h30

Salon Minerve, PALAIS DES DUCS

Peut-on éviter une crise bancaire avec la montée des risques ? Comment les financeurs solidaires peuvent soutenir les entreprises solidaires victimes de la crise ?

Les taux d'intérêt sont au plus bas. La production de crédit par les banques commerciales est soutenue et encouragée par les politiques mises en œuvre pour traverser la crise sanitaire en cours. Si le débat se focalise bien souvent sur l'augmentation de la dette publique, la dette privée (ménages et entreprises) progresse à un rythme effréné. Avec les impacts économiques de l'épidémie de

coronavirus, des défauts sont à craindre. Peut-on éviter une crise bancaire avec la montée des risques ? Comment les financeurs solidaires peuvent soutenir les entreprises solidaires victimes de la crise ?

Pour en débattre, seront réunis autour de **Patrick Sapy**, directeur de Finansol, **Jean-Marc Altwegg**, président de France Active Investissement (ex-Sifa), et **Alexis Nollet**, cofondateur d'Ulterioria.

17h - 18h15

TABLE RONDE

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS

Quels leviers mobiliser pour assurer une relance sociale et écologique ?

Le temps est à la relance. Face à la forte baisse de l'activité, les banques centrales et les gouvernements mettent, partout dans le monde, des milliers de milliards d'euros sur la table. L'utilisation de ces sommes colossales aura un impact durable et massif sur le « monde d'après ». Il s'agit d'une occasion unique d'actionner les leviers d'une transition sociale et écologique qui se fait attendre. Pourtant, le plan de relance français est plutôt décevant sur les enjeux sociaux et écologiques. Les aides aux entreprises, importantes et nécessaires, seront débloquées sans contreparties. Les moins favorisés font partie des oubliés de ce plan de relance dont le volet écologique manque de cohérence. Dans ce contexte, cette table ronde est l'occasion de débattre des leviers à mobiliser (enfin) pour concilier fin du mois, fin du monde et fin de l'épidémie de coronavirus.

AVEC

- **Benoît Catel**, directeur général du Crédit coopératif
- **Mathilde Dupré**, codirectrice de l'Institut Veblen
- **Nathalie Lhayani**, responsable du service Politique durable de la Caisse des dépôts
- **Laurence Scialom**, professeure des universités et du laboratoire EconomiX

ANIMATRICE : **Isabelle Laudier**, responsable de l'Institut CDC pour la recherche.

17h - 18h15

TABLE RONDE

Salle de Flore
PALAIS DES DUCS

ESS, entreprises à mission, raison d'être : une entreprise peut-elle être d'intérêt général ?

L'entreprise peut-elle s'éloigner de son seul objectif de rentabilité et se mettre au service de l'intérêt général ? Ce projet, porté depuis des décennies par les acteurs de l'ESS, était également au cœur de l'ambition initiale de la loi Pacte votée en 2019, visant à modifier l'objet social de l'entreprise. Cette loi a tout de même créé le statut des entreprises à mission, qui ajoute un objectif social ou environnemental en plus de leur but lucratif. Des structures de l'ESS aux entreprises à mission, comment se traduisent concrètement cette ambition et toutes ces promesses d'intérêt général ?

AVEC

- **Jean-Pierre Chanteau**, maître de conférences HDR en économie à l'université Grenoble Alpes
- **Jonathan Jérémiasz**, porte-parole auprès des institutions et réseaux de l'ESS au Mouvement Impact France
- **Frédérique Lellouche**, représentante la CFDT au Forum citoyen pour la RSE et à l'ORSE
- **Dominique Mahé**, président de la Maif
- **Laurence Ruffin**, PDG de la Scop grenobloise Alma et vice-présidente de l'UR Scop Auvergne-Rhône-Alpes

ANIMATEUR : **Justin Delépine**, journaliste à *Alternatives Economiques*.

17h - 18h15

TABLE RONDE

Salle des séances
CONSEIL RÉGIONAL

Dépendance, un cinquième risque, et concrètement ?

L'arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby-boom et l'allongement de l'espérance de vie vont faire progresser le nombre de personnes âgées. Si la majorité d'entre elles demeurent autonomes, nombre d'entre elles ont aussi besoin d'aide et le nombre de personnes dépendantes va mécaniquement s'accroître. L'Assemblée nationale a voté cette année le principe de la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale consacrée à la dépendance. Comment sera-t-elle financée ? Qu'est-ce que cela peut changer concrètement pour les personnes âgées qui ont besoin d'une prise en charge ? Et qu'attendre du projet de loi sur l'autonomie qui a par ailleurs été lancé dans la foulée de la crise sanitaire ? Nous en discuterons avec deux intervenants en pointe sur ces questions.

AVEC

- **Dominique Monneron**, président du directoire de la Fondation Partage et vie
- **Marie-Reine Tillon**, présidente de l'Union Nationale de l'Aide
- **Jérôme Voiturier**, directeur de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss), coprésident de l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes dans l'ESS

ANIMATRICE : **Aude Martin**, journaliste à *Alternatives Economiques*.

CONFÉRENCE-DÉBAT

17h - 18h15

Salon Minerve, PALAIS DES DUCS

Conditions de travail et exercice de la démocratie dans l'ESS : peut mieux faire ?

L'économie sociale et solidaire vise à la fois l'émancipation des citoyennes et citoyens, notamment en tant que travailleuses et travailleurs, et une gouvernance démocratique au sein des structures employeuses. Pourtant, elle n'est pas toujours exemplaire en matière de conditions de travail ni d'exercice de la vie démocratique au sein des structures. Quel état des lieux peut-on en faire ? Comment améliorer les pratiques ? Dans quel but ?

Camille Dorival, journaliste et consultante au sein de la CAE Coopaname, a réuni pour échanger **Alain Cantarutti**, délégué général de la Fédération des centres sociaux, **Marthe Corpet**, responsable des affaires publiques chez ESS France, **Carole Hellegouarc'h**, syndicaliste CFTD, et **Pascale-Dominique Russo**, journaliste, autrice de *Souffrance en milieu engagé* (Ed. du Faubourg, 2020).

CONFÉRENCE-DÉBAT

17h - 18h15

Salle 112, CONSEIL RÉGIONAL

Comment assurer à tous un minimum vital pour se nourrir dignement ?

Cette question est au cœur de différentes problématiques : qu'est-ce qu'un revenu décent ? Comment donner les moyens aux personnes démunies d'accéder à une alimentation de qualité ? Comment les rendre actrices de leur propre consommation ? L'alimentation de qualité est inaccessible à des millions de personnes en situation de précarité. Pour répondre à cet enjeu économique, social, sanitaire et environnemental, il est impératif d'assurer à toutes et tous un revenu décent.

Marc Alphonché, spécialisé dans l'accompagnement de projets de l'ESS, a réuni trois acteurs d'expérimentations-recherches particulièrement intéressantes pour en parler : le projet de sécurité sociale de l'alimentation présenté par **Tanguy Martin**, membre d'Ingénieurs sans frontières-AgriSTA ; la mise en œuvre du revenu social de base par la ville de Grande-Synthe présenté par **Clément Cayol**, chargé de mission revenu de base et doctorant ; le revenu d'autonomie expérimenté par l'association Tera et présenté par **Frédéric Bosqué**, entrepreneur humaniste, fondateur du projet Tera.

17h - 18h15

ATELIER CO-ÉCOLOGIQUE

Salon Porte aux lions
PALAIS DES DUCSEn partenariat
avec La fabrique
écologique

La démocratie est-elle une condition ou un obstacle à la transition écologique ?

Les mesures écologiques se fondent sur une réflexion sur le temps long qui dépasse le temps des mandats politiques dans la démocratie représentative. Et les impératifs liés à la réflexion sur la « fin du monde » apparaissent parfois en contradiction avec les préoccupations liées à la « fin du mois », comme l'a montré le mouvement des gilets jaunes. Face à cela, de nouvelles formes de démocratie participative peuvent-elles permettre non seulement d'éduquer les citoyens à l'écologie mais aussi de faire avancer celle-ci concrètement ? Ne faut-il pas s'appuyer sur des projets décentralisés, notamment sur le plan énergétique, pour mettre en œuvre la transition écologique ? Bref, la démocratie n'est-elle pas la condition à la transition écologique ?

Eric Vidalenc, président du groupe de travail Gouverner la transition de la Fabrique Écologique, a convié pour mettre en partage leurs réflexions et expériences **Manon Aubry**, députée européenne La France insoumise, **Emeline Baudet**, chargée de recherches à l'Agence française de développement (AFD), **Sylvestre Huet**, journaliste spécialiste en sciences, **Paul-Jean Couthenx**, CoopaWatt-programme Etincelle Bourgogne Franche-Comté, et **Irénée Régnault**, consultant en transformation numérique.

CONFÉRENCE-DÉBAT

17h - 18h15

Le foyer, CONSEIL RÉGIONAL

Quel avenir pour la mutualité ?

Au fil du temps, la mutualité s'est spécialisée sur la santé, en complément de la sécurité sociale, en concurrence avec les assureurs et les institutions de prévoyance, et en partie comme offreur de soins. Sur ces deux terrains, elle est en grand risque de banalisation. Quel rôle pour la complémentaire par rapport à la sécurité sociale ? Le 100 % santé est-il un modèle généralisable ? Quels projets en matière d'offre de soins ? Quelle peut être la spécificité de la gestion mutualiste ?

Y a-t-il d'autres terrains de la protection sociale sur lesquels elle pourrait se développer en valorisant les avantages d'une gestion mutualiste (retraite, dépendance...) ? Ne devrait-on pas développer des formes de gestion mutualiste dans d'autres domaines que la protection sociale, par exemple pour la gestion des communs, comme les données par exemple ?

Daniel Lenoir, ancien directeur de la Cnam et de la Cnaf, s'est entouré de **Gaby Bonnard**, ancien militant syndicaliste et dirigeant d'Harmonie Mutuelle, et de **Dominique Joseph**, secrétaire générale de la Mutualité Française.

9h30 - 11h

samedi 28 novembre

9h30 - 11h

TABLE RONDE

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS

Relocaliser l'économie : comment, à quel niveau et pour quelles productions ?

« **L**a crise du Covid-19 nous a montré que nous devons continuer à produire dans notre pays et sur notre continent », estimait en juin dernier Emmanuel Macron. Le mouvement de relocalisation qu'il appelle de ses vœux – et auquel sera consacré directement 1 milliard d'euros dans le cadre du plan de relance – doit-il seulement concerner l'industrie du médicament et des produits de santé ? Ou peut-on imaginer relocaliser d'autres segments de production ? Quels peuvent être les acteurs de cette relocalisation ? Quel rôle pour l'Etat ? Pour les collectivités locales ? Pour les entrepreneurs ? Quelle influence des consommateurs ?

AVEC

- **Mathilde Dupré**, codirectrice de l'Institut Veblen
- **Arnaud Montebourg**, fondateur de la société Les équipes du made in France
- **El Mouhoub Mouhoud**, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine (PSL-Research University)
- **Hugues Sibille**, président du Labo de l'ESS et de la Fondation du Crédit Coopératif

ANIMATEUR : **Vincent Grimault**, journaliste à *Alternatives Economiques*.

9h30 - 11h

TABLE RONDE

Salle de Flore
PALAIS DES DUCS



Après le « Ségur de la santé » : les réformes sont-elles à la hauteur des enjeux ?

Après un an de mobilisation à l'hôpital public contre les mauvaises conditions de travail et deux mois et demi de crise sanitaire, le gouvernement a lancé au printemps une grande concertation, le Ségur de la santé, qui a débouché début juillet sur une enveloppe de 7,5 milliards d'euros pour revaloriser les salaires à l'hôpital, public et privé. Un geste bienvenu, tant l'hôpital a souffert de restrictions budgétaires ces dernières années. Mais cette revalorisation, aussi nécessaire soit-elle, ne suffira pas à réformer notre système de santé. C'est l'organisation et le financement des soins qu'il faut revoir de fond en comble. Faut-il rompre avec une gestion séparée de l'hôpital et de la médecine de ville ? Peut-on se passer de la tarification à l'activité ? Est-il possible de maîtriser les dépenses de santé sans paupériser l'hôpital ? Peut-on s'inspirer d'exemples étrangers pour repenser l'architecture de notre offre de soins ?

AVEC

- **Daniel Benamouzig**, sociologue, Centre de sociologie des organisations (CNRS et Sciences Po Paris)
- **Gaby Bonnard**, ancien militant syndicaliste et dirigeant d'Harmonie Mutuelle
- **Nicolas Leblanc**, médecin, conseiller santé du groupe VYV, groupe de protection sociale, mutualiste et solidaire
- **Daniel Lenoir**, ancien directeur de la Cnam et de la Cnaf

ANIMATEUR : **Laurent Jeanneau**, directeur de la rédaction d'*Alternatives Economiques*.

9h30 - 11h

TABLE RONDE

Salle des séances
CONSEIL RÉGIONAL

Politique : quels enseignements tirés de l'ESS ?

Les fondateurs du mouvement associatif, coopératif et mutualiste n'avaient pas borné leur objet à la seule économie : il suffit de relire et de revoir les projets des Fourier, Freinet et a fortiori Proudhon pour voir la dimension politique, culturelle et également éducative de leur projet. Celui-ci ne s'est incarné que par la suite, et sous l'impulsion de Charles Gide, sous la forme de l'économie sociale historique. En outre, les grands moments de réunion ou de renouveau de l'ESS sont, eux aussi, liés à des moments politiques, avec notamment le rôle du courant autogestionnaire et de Michel Rocard dans les années 1980, et celui des écologistes pour l'économie solidaire dans les années 1990. A l'heure où les effets pervers des logiques de compétition et de rivalité menacent nos démocraties et pas seulement nos économies, il peut être important de nous poser la question : quelles leçons pouvons-nous tirer de l'histoire du mouvement associatif, coopératif et mutualiste pour renouveler en profondeur nos démocraties à l'heure des exigences écologiques et sanitaires ?

AVEC

- **Camille Dorival**, journaliste et consultante au sein de la coopérative d'activité et d'emploi Coopaname
- **Marie-Christine Vergiat**, ex-coprésidente de l'intergroupe « Economie sociale » du Parlement européen

ANIMATEUR : **Patrick Viveret**, philosophe et essayiste altermondialiste.

ATELIER
9h30 - 11h

Salle 112, CONSEIL RÉGIONAL

Handicap : les politiques inclusives font-elles bouger les normes ?

Les politiques du handicap ne jurent plus que par l'inclusion, nouveau concept à la mode. De quoi l'inclusion est-elle le nom ? L'entreprise, l'école, la société... sont-elles vraiment devenues inclusives pour les quelque 3 millions de personnes officiellement reconnues handicapées en France ? Les politiques publiques changent-elles ? Et les comportements ? Vrai tournant ou simple changement lexical ?

Franck Seuret, journaliste et auteur-réalisateur de documentaires, a proposé d'en débattre avec **Franck Aigubelle**, directeur général de l'Adapei du Doubs, et **Clémentine Dangeron**, cofondatrice du collectif handi-féministe Les dévalideuses.



CONFÉRENCE-DÉBAT

9h30 - 11h

Salon Minerve, PALAIS DES DUCS

Rendre le numérique soutenable

Le numérique, c'est tout sauf immatériel. Les textes et plus encore les images que nous consultons ou diffusons sur le Net mobilisent des quantités énormes de matières et d'énergie. Des tonnes de métaux, parfois très rares, pour fabriquer nos portables et autres terminaux. Des gigawattheures d'électricité pour les réseaux et les serveurs, et autant d'émissions indirectes de CO₂. Peut-on rendre le numérique soutenable ? Quels comportements individuels et collectifs adopter ? Comment, alors que la 5G s'impose sur le marché, faire le tri entre les innovations et prolonger la durée de vie des produits ? Et s'il faut définitivement travailler à la sobriété numérique, ces technologies nouvelles peuvent-elles venir à notre secours pour décarboner l'économie ?

Pour en discuter, **Antoine de Ravignan**, journaliste à *Alternatives Économiques*, s'est entouré de **Karl Pineau**, membre du collectif les Designers éthiques, qui promeut la conception de services numériques responsables et durables, et de **Eric Vidalenc**, président du groupe de travail Gouverner la transition de la Fabrique Écologique, auteur de *Pour une écologie numérique* (Les Petits Matins-Institut Veblen, 2019).

DIALOGUE

9h30 - 11h

Salon Porte aux lions, PALAIS DES DUCS



Pour une économie circulaire au service de l'emploi

Le modèle de l'économie linéaire a démontré son incapacité à promouvoir un développement soutenable en raison de l'épuisement des ressources planétaires qu'il engendre et des multiples problèmes de gestion des déchets. Les regards se tournent de plus en plus vers l'économie circulaire, qui est promue par une loi votée en janvier 2020, ambitieuse dans ses objectifs mais dont les décrets tardent à sortir. En attendant, de nouveaux marchés apparaissent et attirent de nombreux acteurs, parfois très récents, défenseurs de cette vision du développement. Mais ce nouveau modèle est-il toujours synonyme de création d'emplois dans les territoires ? Que faut-il faire pour qu'il le soit ?

Cette conférence est un dialogue entre **Jean-Paul Raillard**, président du réseau Envie et membre du Conseil de l'inclusion dans l'emploi, et **Matthieu Grosset**, directeur général du groupe coopératif Demain.

11h30 - 13h

TABLE RONDE

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS

Convention citoyenne pour le climat : l'heure du bilan

La Convention citoyenne pour le climat (CCC) a été chargée par Emmanuel Macron de faire des propositions en matière de lutte contre le changement climatique dans le but de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990, et ce, « dans un esprit de justice sociale ».

Après neuf mois de travaux, les 150 membres de la CCC, représentatifs de la population française, lui ont présenté 149 propositions en juin 2020 en matière de consommation, transports, logement, alimentation, production et gouvernance. Quelques mois plus tard, quel bilan peut-on faire de cette expérience inédite de démocratie participative ? Et quelles suites ont été données aux propositions des citoyennes et citoyens ?

AVEC

- **Loïc Blondiaux**, professeur de sciences politiques à l'université Paris I, membre du comité de gouvernance de la Convention citoyenne pour le climat (CCC)
- **Dominique Cortot**, membre de la CCC
- **Victor Costa**, membre de la CCC
- **Fanëlie Carrey-Conte**, secrétaire générale de la société coopérative d'intérêt collectif (Scic) Enercoop
- **Thierry Pech**, directeur général du think tank Terra Nova, coprésident du comité de gouvernance de la CCC

ANIMATRICE : **Camille Dorival**, journaliste et consultante au sein de la coopérative d'activité et d'emploi Coopaname.

11h30 - 13h

TABLE RONDE

Salle de Flore
PALAIS DES DUCS

Le modèle européen est-il menacé ?

La crise déclenchée par la pandémie due au Covid-19, qui frappe durement les économies européennes depuis le printemps dernier, avec des réponses qui ont d'abord été nationales, a mis à nu la fragilité de l'édifice européen, voire les risques d'éclatement de l'Union européenne (UE), déjà ébranlée par le Brexit et l'illibéralisme triomphant dans certains Etats membres. Le plan de 750 milliards d'euros, son mode de financement, vont-ils dans la bonne direction et suffiront-ils ? L'UE dispose-t-elle des outils politiques et démocratiques adéquats pour une sortie par le haut ?

AVEC

- **Guillaume Duval**, membre du Conseil économique, social et environnemental (Cése)
- **Philippe Marlière**, professeur de sciences politiques à l'University College London
- **Marie-Christine Vergiat**, ex-coprésidente de l'intergroupe « Economie sociale » du Parlement européen

ANIMATRICE : **Catherine André**, journaliste à Alternatives Economiques.

11h30 - 13h

TABLE RONDE

Salle des séances
CONSEIL RÉGIONAL

Sortir des pesticides, c'est possible !

Après avoir voté l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes en 2016, les députés ont été appelés à voter leur retour cet automne, à la suite des pressions du lobby agricole. Un pas en avant, un pas en arrière. Le manque de courage politique et d'ambition pour réformer un modèle agricole écologiquement et socialement insoutenable entretient l'effondrement dramatique de la biodiversité. Une autre agriculture, nourricière, employeuse et respectueuse de l'environnement est pourtant possible. Comment faire évoluer le modèle et faire sauter les verrous, à l'heure où les Etats doivent réviser leurs engagements au niveau international au sein de la Convention sur la diversité biologique et aux niveaux européen et national avec la réforme de la politique agricole commune (PAC) et le Green Deal ?

AVEC

- **Madeleine Charru**, chargée de mission à Solagro et coautrice du scénario de transition agricole et alimentaire Afterres2050, administratrice du Cler-Réseau pour la transition énergétique
- **Daniel Cuffe**, ancien maire de Langouët (Ille-et-Vilaine), à l'initiative du combat juridique de nombreuses municipalités contre l'épandage des pesticides à proximité des habitations.
- **Pierre Dupraz**, agronome et économiste, directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), spécialiste des politiques agricoles et agri-environnementales aux niveaux français et européen
- **Nicolas Girod**, porte-parole national de la Confédération paysanne, éleveur laitier dans le Jura en production Comté et Morbier

ANIMATION : **Antoine de Ravignan**, journaliste à Alternatives Economiques.

CONFÉRENCE-DÉBAT

11h30 - 13h

Salon Minerve, PALAIS DES DUCS

Le convivialisme, une philosophie politique pour le monde d'après

Rien n'est plus urgent que d'élaborer une pensée et une intelligibilité du monde alternatives à celles que le néolibéralisme a su imposer à toute la planète. Et c'est d'une philosophie politique (au sens large du terme) dont nous avons besoin, mais qui ne pourra pas consister en un simple retour au socialisme, au communisme, à l'anarchisme ou au libéralisme classiques ; ni résulter de la simple addition des analyses développées par tel ou tel philosophe, économiste, sociologue, aussi justes soient-elles. Parce qu'il ne suffira pas que ces analyses soient justes. Si elles le sont, encore faudra-t-il qu'elles soient largement crues et partagées, et si possible à l'échelle du monde. Il est grand temps d'esquisser une avancée collective décisive dans le champ des idées. Tel est le pari du mouvement convivialiste à travers son second Manifeste publié au printemps 2020 et soutenu par près de 250 intellectuels du monde entier.

Se retrouvent pour échanger autour de **Christophe Fourel**, président de l'Association des lecteurs d'*Alternatives Économiques*, **Geneviève Azam**, économiste et essayiste, **Alain Caillé**, docteur en économie et en sociologie, et **Patrick Viveret**, philosophe et essayiste altermondialiste.

CONFÉRENCE-DÉBAT

11h30 - 13h

Salon Porte aux lions, PALAIS DES DUCS

Organisation et conditions de travail : les leçons de la crise sanitaire

Trois (r)évolutions majeures ont marqué la crise sanitaire du point de vue du travail. Les « premiers de corvée » ont pris le pas sur les « premiers de cordée », chers au président Macron ; les invisibles, ces « intouchables » du travail, ont capté la lumière, et leur rôle irremplaçable pour que la France tienne a enfin été reconnu. Il reste maintenant à améliorer concrètement leurs conditions de vie et de travail et à éradiquer la pénibilité de ces métiers essentiels.

Un quart de la France en télétravail : cela restera également un phénomène marquant de cette période. Il faut engager un vaste processus de négociation au plus près du terrain afin de transformer cet essai contraint en une véritable conquête sociale. Enfin, beaucoup de soignants ont considéré que pendant cette période, ils n'avaient jamais aussi bien travaillé. Simplement parce qu'ils ont pu reprendre la main sur leur travail, libéré des contraintes gestionnaires. La démonstration est faite que la démocratie du travail ça marche ! Quelles leçons tirer de cette crise pour changer le travail... en mieux ?

François Desrioux, rédacteur en chef du magazine *Santé & Travail*, sera entouré de **Cecilia De la Garza**, chercheuse en ergonomie, **Julien Lusson**, analyste du travail, et **Laurence Théry**, directrice de l'Aract.

11h30 - 13h

samedi 28 novembre

11h30 - 13h

Salle 112

CONSEIL RÉGIONAL

ATELIER SPÉCIAL

Centres de santé : comment développer un modèle économique, social et sanitaire qui marche ?

La pandémie a montré les faiblesses du système de santé et a exposé son caractère inégalitaire. De leur côté, les centres de santé mettent en place des réponses à l'inégalité d'accès aux soins et participent à l'organisation territoriale des soins (notamment à travers les communautés professionnelles territoriales de santé, CPTS). Pour autant, leurs modèles économiques sont fragiles car reposant sur des financements – le paiement à l'acte – inadaptés. L'atelier, par le dialogue entre une sociologue et des dirigeants de centres, associatif et coopératif, fera le point sur leurs pratiques innovantes, leurs singularités, leurs limites et les pistes de cadres économique et organisationnel favorisant l'accès de tous à la santé.

Adelphe de Taxis du Poët, chargé de la coordination de la politique de santé de la Caisse des dépôts, a convié autour de cette thématique **Alain Beaupin**, président du centre de santé Richerand, société coopérative d'intérêt collectif (Scic), à Paris et président de l'Institut Jean-François Rey, **Sophie Millot**, directrice du centre de santé associatif Léon-Blum à Belfort, **Nadège Vezinat**, sociologue, maîtresse de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardenne et autrice du livre *Vers une médecine collaborative* (PUF, 2019), et **Nicolas Souveton**, président de la Fédération des Mutuelles de France.

11h30 - 13h

Le Foyer

CONSEIL RÉGIONAL

ATELIER SPÉCIAL

Comment assurer la mobilité de tous en milieu rural ?

La mobilité est un défi central pour les territoires ruraux. 7 millions de Français rencontrent des difficultés dans leurs déplacements quotidiens, et près d'un quart des Français déclarent avoir déjà renoncé à un emploi ou à une formation faute de moyens pour se déplacer. La mobilité constitue également un enjeu écologique et de santé publique majeur : les déplacements sont le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France, avec 29 % des émissions en 2017 (dont 50 % rejetées par les voitures individuelles). Les acteurs de l'ESS apportent des réponses pour une mobilité durable accessible à tous. Quelles sont-elles ? Comment les développer, notamment par une meilleure coopération avec les acteurs publics territoriaux ?

Interviendront à la demande d'**Anne-Laure Federici**, déléguée générale RETS (Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire), **Alexandra Debaisieux**, directrice générale déléguée de la Scic Railcoop, **Bastien Sibille**, président de Mobicoop, **Albine Séris**, déléguée générale du réseau Apreva, et **Sylvie Baudot**, présidente du syndicat mixte des transports du pays de Langres

15h - 16h30

samedi 28 novembre

15h - 16h30

TABLE RONDE

Salle des Etats
PALAIS DES DUCS



Face au mur de la dette : comment échapper à l'austérité ?

La présentation fin septembre du projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour l'année 2021 a ravivé les débats sur l'augmentation de la dette publique, estimée à 116,2 % du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine, un niveau jamais vu depuis 1945. A l'heure où les perspectives de croissance de l'activité n'ont jamais été aussi basses et où les effets de la récession risquent d'avoir un impact durable, la question inquiète le grand public. Les économistes tempèrent : les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, et une part croissante de cette dette est détenue par la Banque centrale européenne (BCE). Certes, mais d'autres soulignent le caractère politique de la dette : sera-t-elle le prétexte d'un retour à l'austérité, au plus fort de la crise écologique et sociale ?

AVEC

- **Jézabel Couppey-Soubeyran**, maîtresse de conférences à l'université Paris 1
- **Anne-Laure Delatte**, chercheuse au CNRS rattachée à l'université Paris Dauphine
- **Nicolas Dufrêne**, directeur de l'Institut Rousseau

ANIMATEUR : **Julien Hallak**, chargé de mission à l'Institut Veblen.

15h - 16h30

TABLE RONDE

Salle de Flore
PALAIS DES DUCS

Quand l'ESS dynamise les territoires ruraux

Du riche tissu associatif français au maillage territorial des coopératives, les structures de l'ESS jouent un rôle important dans les territoires ruraux. Ces zones recèlent un fort potentiel d'initiatives, pour valoriser leurs ressources, développer des emplois utiles, que les acteurs de l'ESS, et principalement les associations, participent à faire émerger pour permettre à des jeunes et moins jeunes de mettre en œuvre leurs projets.

AVEC

- **Denis Hameau**, vice-président du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
- **Nikola Jirglova**, responsable projets & développement au Labo de l'ESS
- **Jean-Yves Raynery**, directeur du centre social Ulamir Aulne.

ANIMATEUR : **Justin Delépine**, journaliste à *Alternatives Economiques*

15h - 16h30

TABLE RONDE

Salle des séances
CONSEIL RÉGIONAL

Emploi des jeunes, reconversion, chômage de longue durée : comment assurer un emploi à tous ?

La crise sanitaire que nous vivons actuellement bouleverse le marché de l'emploi par ses effets destructeurs sur l'activité économique. L'arrivée sur le marché du travail d'une génération de 700 000 jeunes, les plans sociaux déjà annoncés et ceux qui se profilent, la nécessité urgente d'engager une véritable transition écologique et la persistance d'un chômage de longue durée montrent que la question de l'emploi reste plus que jamais au centre des préoccupations. La tentation est grande de donner la priorité à certaines urgences comme avec l'adoption du plan « un jeune, une solution », mais c'est sur tous les fronts qu'il faudrait agir tant les urgences se multiplient. C'est tout l'objet de cette table ronde qui réunit des spécialistes et acteurs reconnus de ces sujets pour en débattre concrètement.

AVEC

- **Océane Charret-Godard**, vice-présidente du conseil régional Bourgogne-Franche-Comté
- **Laurent Grandguillaume**, expert des questions du travail
- **Aurore Lalucq**, cofondatrice de l'Institut Veblen
- **Richard Sobel**, professeur d'économie à l'université de Lille

ANIMATEUR : **Jean-Paul Raillard**, président du groupe d'entreprises d'insertion Envie et membre du Conseil de l'inclusion dans l'emploi (CIE).



14h30 - 15h30

RENDEZ-VOUS CULTURE

Visite guidée du musée des Beaux-Arts



© MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE DIJON/FRANÇOIS JAY

15h - 16h30

ATELIER

Salon Minerve
PALAIS DES DUCS

Quand le modèle Scic (société coopérative d'intérêt collectif) est le plus adapté...

Dans une étude parue en 2018 portant sur les sociétés coopératives issues de transformations d'associations, la CG Scop indique qu'« entre 2012 et 2016, le nombre de Scop issues de transformations d'associations a crû de 34 % et le nombre de Scic issues de telles transformations, de 53 % ». Les principaux arguments avancés pour ce changement vont de celui d'« avoir une gouvernance légitime et plus structurée » à « accroître les fonds propres avec l'apport en capital », en passant par « l'implication des collectivités »...

Le regard croisé des participants permettra d'échanger et d'établir un comparatif entre ces deux types d'entreprise.

Jean-Louis Cabrespines, ancien président du CNCress, a réuni Jean-Paul Henry, vice-président en charge de l'emploi et de l'ESS de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, Florent Fodella, président-directeur de Piste d'Azur, Sébastien Guéret, conseiller délégué à l'ESS pour Rennes métropole, Françoise Sauvageot, vice-présidente chargée de l'accompagnement pour le Mouvement associatif et membre du Cése, et Fatima Bellaredj, déléguée générale à la Confédération générale des Scop.

ORGANISÉ

en partenariat avec le musée
des Beaux-Arts de Dijon

musees.dijon.fr

La visite est gratuite mais le nombre de places étant limité, merci de vous inscrire au préalable à l'adresse courriel suivante : contact@journeesconomieautrement.fr
Informations complémentaires page 8.

15h - 16h30

ATELIER

Salon Porte aux lions
PALAIS DES DUCS

Souvenez-vous du futur ! Imaginons ensemble les futurs possibles de la région Bourgogne-Franche-Comté en 2040 !

Nous traversons une crise sociale, économique, institutionnelle et écologique qui touche, encore plus que d'autres, les plus démunis d'entre nous. Cette crise nous donne le sentiment de vivre une époque de bascule, sans pour autant savoir de quel côté nous allons verser, avec quels futurs possibles. Nous partons de ces constats sous forme d'un état des lieux de cette situation qui pèse et pèsera sur notre devenir collectif. Et chacun avec nos intentions, nos ressources, nos approches et conscients de notre pouvoir d'agir, nous serons réunis par la même ambition pour construire ensemble un planisphère des possibles, tel un premier pas où nos récits nous redonnent le goût de l'avenir !

Animé par **Emilie Castellano**, formatrice en coopération, spécialiste des tiers-lieux et de l'intelligence collective, et **Cédric Bernard**, de la Coopérative des citoyens basée à Belfort.

CONFÉRENCE-DÉBAT

15h - 16h30

Salle 112, CONSEIL RÉGIONAL



Quand la société s'empare des ressources communes

Les commons, qu'ils soient naturels, informationnels ou sociaux, connaissent un regain d'intérêt ces dernières années. Ils peuvent être mobilisés dans le cadre des luttes ou de solutions écologiques et solidaires. Selon la définition d'Elinor Ostrom, les commons possèdent trois caractéristiques : ce sont des ressources auxquelles sont attachés un système de distribution des droits et une structure de gouvernance collective. Les commons soulèvent ainsi le problème de la répartition du pouvoir, de l'allocation des ressources et de leur renouvellement dans le temps, croisant des enjeux démocratiques, sociaux et environnementaux.

Ni publics ni privés, ils nous invitent à reconsidérer, d'une part, l'opportunité des modèles de l'économie sociale et solidaire qui leur fournissent des cadres d'action, et, d'autre part, l'action publique, qui doit davantage s'ouvrir aux citoyens qui ont l'usage des services proposés.

Timothée Duverger, maître de conférences, a invité à dialoguer Nicole Alix, présidente de La coop des commons, Hervé Defalvard, responsable de la chaire d'économie sociale et solidaire à l'université Gustave Eiffel, Judith Rochfeld, professeure de droit privé, Ecole de droit de la Sorbonne (université Panthéon-Sorbonne-Paris 1), et Romain Beaucher, cofondateur de vraiment-vraiment.

SOUTENEZ

la presse indépendante :

faites **un don**

à Alternatives Economiques !

**Alternatives
Economiques**

fête ses 40 ans cette année !

La crise sanitaire qui fragilise l'économie n'a pas épargné notre Scop. En ces temps d'incertitude, et plus que jamais, notre coopérative compte sur vous pour nous permettre de continuer à proposer une information de qualité, en toute indépendance et au service du débat démocratique.

Pour nous soutenir, vous pouvez nous faire un don ponctuel ou un don mensuel. Cela vous permettra de bénéficier d'une déduction de 66 % de ce montant sur l'impôt sur le revenu (dans la limite de 20 % de votre revenu imposable) ou de 60 % de l'impôt sur les sociétés.

Pour un don en ligne, simple, rapide et sécurisé, rendez-vous sur :

alternatives-economiques.fr/soutenir

Toute l'équipe d'Alternatives Economiques vous remercie d'avance pour votre soutien !

Si je donne	Je déduis de mes impôts	Au final, il m'en coûte
50 €	33 €	17 €
100 €	66 €	34 €
500 €	330 €	170 €



Vous pouvez également nous faire un don par chèque. Il faudra alors libeller celui-ci à l'ordre de « Presse et pluralisme – Opération don Alternatives Economiques ». N'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées pour recevoir votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôt. Adresse postale : Groupe AUDIENS / Presse & pluralisme / CS 90125 / 27091 Evreux cedex 9



PLÉNIÈRE DES JOURNÉES DE L'ÉCONOMIE AUTREMENT À DIJON, EN NOVEMBRE 2018.
SALLE DES ÉTATS, PALAIS DES DUCS ET DES ÉTATS DE BOURGOGNE. © D. R.

17h - 17h15

Salle des États
PALAIS DES DUCS

REMISE DU PRIX VEBLEN

L'Institut Veblen pour les réformes économiques a créé cette année un prix des mémoires, pour soutenir la réflexion sur la transition écologique et sociale, mais aussi pour promouvoir le pluralisme en économie. Ce prix sera remis en mémoire de Philippe Frémeaux, notre président et ami, qui nous a quittés récemment.

Philippe est resté toute sa vie attaché à diffuser et rendre accessibles au plus grand nombre les problématiques économiques et écologiques, avec un souci pour la curiosité et l'ouverture d'esprit. Ce prix sera remis en présence de **Dominique Méda**.

17h15 - 18h15

Salle des États
PALAIS DES DUCS

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Reconstruire la démocratie

La crise sanitaire nous met au pied du mur, alors que la pauvreté, le chômage et les inégalités explosent. Notre capacité à trouver collectivement les réponses à la hauteur des enjeux passera par une indispensable refondation de la démocratie, très affaiblie depuis plusieurs années. La promesse démocratique s'est notamment renouvelée à travers l'expérience menée par la Convention citoyenne pour le climat. Comment le souffle apporté par la délibération entre citoyens représentatifs peut-il être maintenu ? Comment approfondir la qualité du débat public ainsi revisité et aller plus loin ?



AVEC

- **Laurent Berger**, syndicaliste, secrétaire général de la CFDT
- **Philippe Jashan**, président du Mouvement Associatif
- **Dominique Méda**, directrice de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Irisso)

ANIMATRICE : **Catherine André**, journaliste à *Alternatives Économiques*.

Pendant le confinement, la nature s'est ébrouée, le ciel est redevenu bleu. Et nous avons trouvé ça beau, apaisant. Pourquoi ne pas continuer sur cette lancée ? Pourquoi ne pas écouter la voix de Greta et de tous ses *followers* qui nous demandent de ne plus abîmer la Terre ? Voici cinquante leçons de rattrapage pour tous ceux qui ont raté le cours d'écologie.

LA REVUE ILLUSTRÉE

**Alternatives
Economiques**



**144 PAGES
D'INFOS
DESSINÉES
17 EUROS**

Couverture illustrée par
Catherine Meurisse

OBLIK N°4 EST EN VENTE !

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET DANS TOUTES LES BONNES LIBRAIRIES**
Et sur commande : alternatives-economiques.fr/oblik4

BEFORE

jeudi 26 novembre

18h30 - 20h

Apéro-rencontre Alter Eco

Vous connaissez par cœur votre journal, mais peut-être pas celles et ceux qui le fabriquent. Nous connaissons par cœur notre journal, mais pas celles et ceux qui le lisent. Alors pourquoi ne pas se rencontrer de façon informelle pour faire connaissance, discuter du magazine, ou même refaire le monde ? A la veille des *Journées*, ce sera l'occasion d'ouvrir les débats... mais aussi de commencer à fêter les 40 ans de la coopérative Alternatives Economiques !

vendredi 27 novembre

18h45 - 19h45

RENDEZ-VOUS

Salon Porte aux lions
PALAIS DES DUCS

Les 40 ans d'Alternatives Economiques

L'assemblée générale des lecteurs

Réservée aux adhérents,
adhésion possible sur place.

Alternatives
Economiques **40** ANS

ICO
IMPRIMERIE

RÉALISATEURS D'IMPRESSIONS
TOUS SUPPORTS • TOUS FORMATS

IMPRESSION OFFSET,
NUMÉRIQUE,
GRAND FORMAT,
DORURE À CHAUD

PLAQUETTES,
DÉPLIANTS,
CHEMISES À RABATS,
CAMPAGNES DE MAILINGS...

Tel : 0380509270

Mail : imp.ico@orange.fr

À déguster sans modération !

Le numérique s'invite aux JEA

sur le site : www.alternatives-economiques.fr/



Du direct

Pendant les deux jours, quatre conférences seront en direct sur la toile.

VENDREDI à 11h45

Relance : comment faire et pour quelles finalités ?

VENDREDI à 17h

Quels leviers mobiliser pour assurer une relance sociale et écologique ?

SAMEDI à 11h30

Convention citoyenne pour le climat : l'heure du bilan

SAMEDI à 17h15

Reconstruire la démocratie



Des podcasts

Découvrez nos rendez-vous numériques originaux en replay et téléchargement : deux émissions spéciales et des entretiens avec les intervenants, pour enrichir et compléter votre expérience des Journées.

Rencontres numériques animées par **Cédric Fuentes**, programmateur culturel, créateur de podcasts, spécialisé en économie et en sociologie.



À écouter ou réécouter

Les tables rondes de cette 5^e édition, et celles des éditions passées.

Retrouvez Les Journées de l'économie autrement

toute l'année

sur

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/jea>

Vous y trouverez des entretiens
avec les intervenants et des comptes rendus
des tables rondes et ateliers.

CONTACT

Alternatives Economiques
12 rue du Cap Vert, 21800 Quetigny
03 80 48 10 25
contact@journeeseconomieautrement.fr

COORDINATION

organisation générale
de l'événement

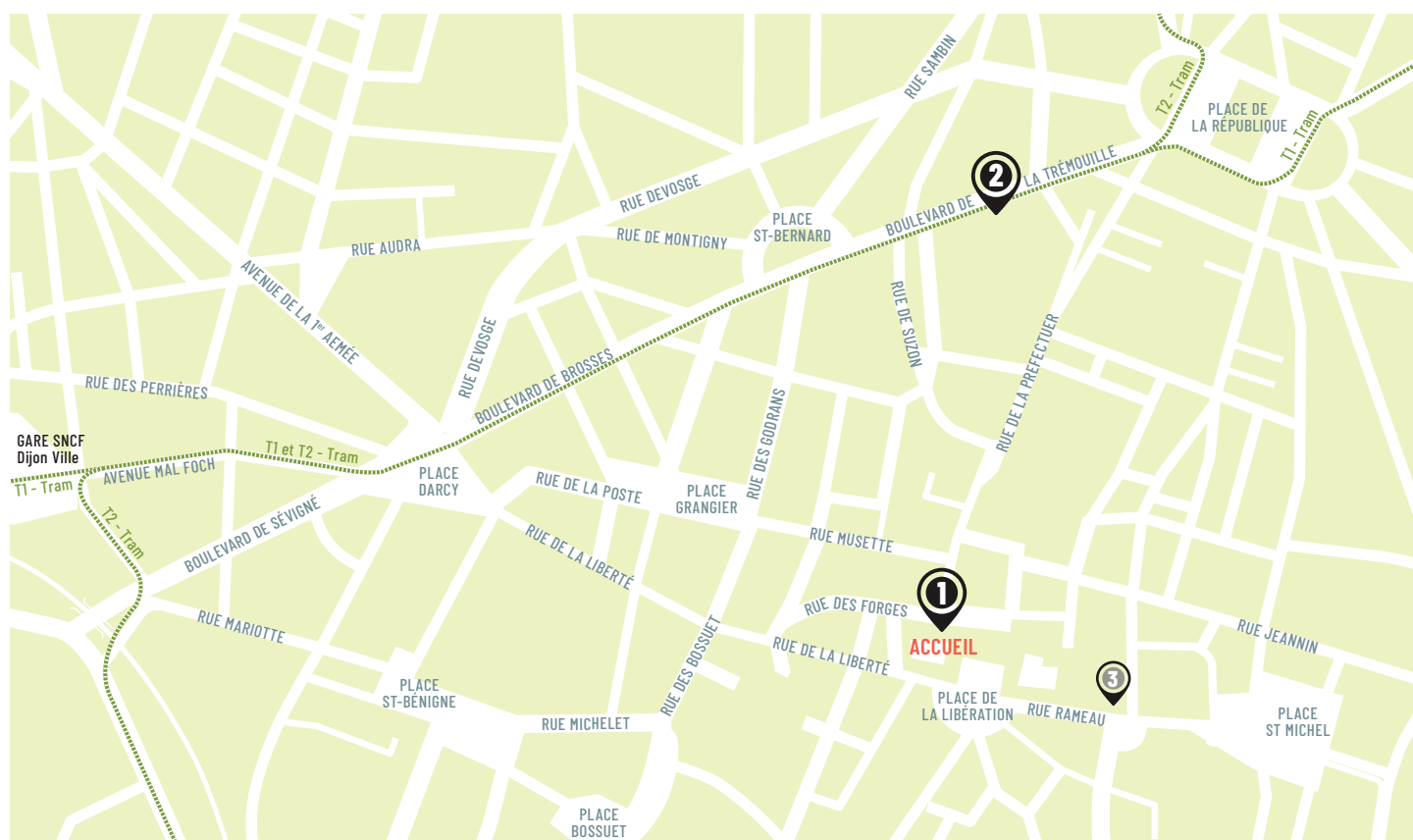
Valérie Moy, Aurélie Passerel
collectifkifekoi@gmail.com

IMPRESSION

Scop ICO Imprimerie - Dijon

MAQUETTE ET MISE EN PAGE

Alternatives Economiques



① **PALAIS DES DUCS
ET DES ÉTATS DE BOURGOGNE**
1 place de la Libération
15 min. de la gare SNCF
10 min. du Conseil régional

② **CONSEIL RÉGIONAL**
17 bd de la Trémouille
15 min. de la gare SNCF
10 min. du Palais des ducs

③ **MUSÉE DES BEAUX-ARTS**
1 rue Rameau
1 min. du Palais des ducs
11 min. du Conseil régional



CONSULTEZ LE PROGRAMME EN LIGNE
sur www.journeeseeconomieautrement.fr

Les Journées de l'économie autrement

sont organisées
par Alternatives Economiques

En partenariat avec



Institut pour
la recherche



AG2R LA MONDIALE

